séminaire-atelier dont l'objectif était de mieux former les acteurs de lutte contre la corruption à l'usage des outils et mécanismes managériaux de gouvernance, afin de réduire à un niveau considérable la corruption dans les milieux de l'enseignement supérieurs. Au-delà d'initier les participants à la reconnaissance des manifestations et sources de

16 avril 2001, l'Etat a assigné à l'Enseignement supérieur, une mission fondamentale de production, d'organisation et de diffusion des connaissances scientifiques, culturelles, professionnelles et éthiques pour le développement de la nation et le progrès de l'humanité.

Cette mission conduit à fixer des objectifs de

l'éthique et de la conscience nationale. A ce titre, la lutte contre la corruption et la promotion de l'éthique font parties des priorités du Minesup. C'est ainsi que le ministre de l'Enseignement supérieur a crée par arrêté N°05/0056 du 2 mars 2005, la cellule de lutte contre la corruption et la promotion de l'éthique dans l'Enseignement supérieur.

Plusieurs missions sont

contre la corruption, l'exécution de toute mission relative à la prévention et à la répression de la corruption au sein du Minesup et dans les institutions universitaires publiques et privées. Sans oublier de proposer toutes les mesures de nature à juguler ce fléau et promouvoir l'éthique et les normes de bonne gouvernance au sein du ministère et dans les institutions universitaires.■

CITÉ DES CINQUANTENAIRES DE DOUALA

La première phase du projet en cours affiche un taux d'exécution de 50%.

La vente des logements relancée

Georges SEMEY

« Les travaux se déroulent sereinement selon le chronogramme fixé. Mais les populations ont l'impression que les travaux sont à l'arrêt». Une réaction de Fritz Ntone Ntone, le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Douala (CUD), maître d'ouvrage du chantier de la Cité des cinquantenaires de Douala. Réaction formulée alors qu'il visitait le 6 juin 2019, le site de construction de ce gigantesque chantier.

La première phase concernant la construction de 525 logements haut standing, objet du premier lot est en effet en cours. Comme le témoigne l'entrain de quelques ouvriers trouvés sur ce chantier de 22.000 m2 destinés à la phase 1. L'entreprise chinoise en charge des travaux et le responsable de la Société d'aménagement de Douala (SAD), le maître d'ouvrage délégué situent d'ailleurs le taux d'avancement des travaux de la première phase à près de 50%. Ce taux est de 40% pour la commercialisation des 124 logements «vendables», a-t-il précisé.

La visite du délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Douala visait en effet d'après lui, à «relancer le processus de vente» desdits logements, encore pourtant en chantier. Reconnaissant au passage «la délicatesse de la mission», compte tenu de la concomitance entre les travaux en cours et la commercialisation.

30 milliards seront investis pour la construction de 1050 logements, un centre commercial de 6650 m2, des bureaux, boutiques, aires de jeux, parkings, piscines et boutiques.

On apprendra néanmoins lors d'une courte séance de travail qu'une trentaine de logements a trouvé preneurs sur les 124 des blocs 1, 2 et 3.

Ladite séance de travail a connu la participation des représentants de la Bgfi Bank, partenaire financier de la première phase du gigantesque projet. Il ressort également de cette séance de travail, la persistance des problèmes d'ordre technique: le déplacement des réseaux des concessionnaires Camwater, Eneo et Camtel, notamment.

Le projet de la Cité des cinquantenaires en gestation sur le site de l'ancienne Cité des douanes de Douala prévoit la construction sur 43.000 m2 d'assiette foncière et 81.000 m2 de surface hors-œuvre, de 1050 logements, un centre commercial de 6650 m2, des bureaux, boutiques, aires de jeux, parkings, piscines, boutiques… Pour un coût global de 30 milliards de FCFA. ■

CONCERTATIONS

Jeudi dernier, l'Ecole nationale supérieure polytechnique de Yaoundé a accueilli un séminaire-atelier sur le thème de la «Bonne gouvernance, conduite du changement et mécanismes de collecte de l'information sur la corruption».

Le Minesup intensifie la lutte contre la corruption en milieu universitaire

Jean Robert FOUDA

Plusieurs responsables de la Conac et de la délégation nationale à la sureté nationale, deux structures en charge de la lutte contre la corruption au Cameroun, étaient conviés au séminaire-atelier de Yaoundé. Selon le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Wilfried Nyongbet Gabsa, cette rencontre d'experts en rapport avec l'actualité «révèle au quotidien combien la corruption reste un grave sujet de préoccupation dans notre société». Cela s'illustre, a-t-il précisé, *«à travers les arrestations et incarcérations des hauts commis de l'Etat y compris des universitaires pour des délits présumés ou avérés de mauvaise gouvernance, détournement des deniers publics, corruption, trafic d'influence…, perpétrés dans le cadre de l'exercice de leur fonction».*

D'où l'...

la corruption, il s'est aussi agit de créer une synergie d'actions entre les différents acteurs en charge de la lutte contre la corruption et de promotion de l'éthique au sein de l'Enseignement supérieur, de la même manière que le Minesup travaille de concert avec la Conac et la délégation générale à la sûreté nationale dans l'instruction des dossiers relatifs au détournement des deniers publics, à la corruption ou aux infractions assimilées, dans lesquels les personnels du Minesup et les membres de la communauté universitaire sont souvent impliqués.

Conscient de cette situation, le ministère de l'Enseignement supérieur a opté, depuis 2001, pour une approche inclusive et participative dans le but d'amener tous les acteurs institutionnels et les citoyens de bonne volonté à s'impliquer dans la lutte contre la corruption, en collaboration avec la Co...

recherche de l'excellence dans tous les domaines de la ...

dévolues à cette structure, à savoir : la ...